



APPEL A CONTRIBUTION POUR L'ATELIER n°17

Finance & Public Management

Présidents d'atelier :

Muriel MICHEL-CLUPOT

IUP Finance Nancy
CEREFIGE, Université de Lorraine

Serge ROUOT

IAE Nancy
CEREFIGE, Université de Lorraine



Coordonnées où transmettre votre proposition :

<https://airmap2019.sciencesconf.org/>

Track 17: Finance

The aim of this track is to open up a space for dialogue between researchers interested in finance and public management. Could the emergence of smart territories and sustainability concerns reduce financial constraints in public organisations?
Contributions will emphasize on conceptual, methodological or empirical approaches.

1°. OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif de l'atelier est de fédérer les recherches en finance et en management public. Force est de constater que la réduction des marges de manœuvre budgétaires et les endettements massifs ont mis la finance au centre du débat public. L'émergence de territoires intelligents et de préoccupations de durabilité pourraient-elle réduire la contrainte financière et redonner des marges de manœuvre budgétaires dans les organisations publiques ?

2°. CONTEXTE, ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS

Tout à la fois intelligente, résiliente, inclusive et innovante, la *smart city* a fait sa révolution digitale. Les retentissements dans le fonctionnement des services publics ou le quotidien des citoyens sont largement étudiés. L'analyse est bien moins menée à l'échelle des budgets publics, potentiellement bénéficiaires d'une gestion plus efficiente. Par extension, la construction de territoires intelligents et la transition numérique à l'œuvre supposent investissement et retour sur investissement, influençant forcément les finances publiques et la gouvernance.

Quels impacts sur les budgets publics ?

- L'intelligence d'un territoire serait-elle source d'économies et de baisse des dépenses publiques ? La connectivité peut permettre d'optimiser la gestion des équipements publics, par exemple en modulant les consommations énergétiques. Le citoyen-usager peut à son tour devenir producteur des services publics, se substituant ainsi à une entité publique, par exemple dans les pratiques de covoiturage.
- L'intelligence d'un territoire serait-elle génératrice de recettes nouvelles ? Le développement d'applications susceptibles de rendre un service « sur mesure » à l'utilisateur (selon ses caractéristiques et ses usages) pourrait lui être facturé. C'est le cas de divers véhicules proposés en libre-service.

Quels impacts sur la gouvernance financière dans le secteur public ?

- La connectivité pourrait-elle favoriser l'analyse budgétaire et la réalisation d'un contrôle de gestion ? Les nouvelles technologies permettent encore d'affiner le contrôle de gestion, avec une transmission des données en temps réel, sur notamment les consommations ou l'organisation du travail des fonctionnaires.
- La participation citoyenne irait-elle jusqu'à la mise en place de budgets participatifs à la Porto Alegre ? Le numérique permet l'échange avec les citoyens, mais aussi le recueil direct de leur avis sur des projets. Des choix de dépenses et de recettes au fil de l'eau sont de fait, technologiquement aisés.

Portée par l'intérêt général et la préservation des générations futures, la durabilité semble inhérente à tout management public. La soutenabilité du territoire est par définition intégrée dans la production d'une performance publique. Par essence multicritère, celle-ci dépasse les seuls indicateurs de performance financière. Pourtant, l'ambition de durabilité devrait se voir décliner à la fois dans le financement du développement durable et dans le caractère durable des financements.

Quels financements pour la durabilité ?

- Les équipements durables ne seraient-ils pas par définition, plus économes en frais de fonctionnement ? Les bâtiments publics éco-responsables tendent à l'efficacité énergétique, en réduisant leur impact en section de fonctionnement, et en développant à leur tour, une production d'énergie.
- Existerait-il un financement dédié aux investissements durables ? Une alternative aux créanciers traditionnels ? C'est le cas des *green bonds*, émissions obligataires finançant des projets aux impacts favorables sur l'environnement.

Quelle durabilité pour les financements ?

- Comment le financement de projets pourrait-il s'inscrire dans la durée ? L'appel à de prestataires privés dans le montage puis la gestion d'un équipement public pourrait-il faire des PPP (Partenariats Public Privés) une solution pérenne pour alléger les budgets publics et répondre à une demande de services publics de qualité ? Ce montage est fréquemment utilisé pour la construction et l'exploitation de grandes infrastructures sportives.
- S'inscrire dans le territoire serait-ce également s'inscrire dans la durée ? Ainsi, le financement pourrait-il venir du *crowdfunding* de projets publics ? Le financement participatif peut contribuer au bouclage financier d'un équipement public local. La création de plateformes numériques permet la mise en valeur de projets, les appels au financement et enfin la collecte de fonds. Les administrés voient leur investissement rémunéré et bénéficient des équipements construits.

L'intelligence et la durabilité des territoires peuvent concourir à la réduction de la contrainte financière pesant sur les budgets publics. Leur analyse ne se résume pas à tel ou tel item, mais réside avant tout, dans une combinaison de plusieurs critères, productrice de performance publique.

3°. TYPE DE CONTRIBUTION ATTENDUE

Le présent atelier accueillera toutes les recherches traitant du financement et de la stratégie financière des organisations publiques, mais aussi de leurs incidences en termes de gouvernance publique. L'objet des travaux sera tout aussi bien l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale, les entreprises publiques, etc.

Seront les bienvenus les travaux à portée conceptuelle et théorique, mais aussi les études de terrain et applications empiriques, sur les finances publiques en France et à l'étranger. La discussion est ouverte à toutes les disciplines connexes à la fonction financière dans le secteur public et susceptibles d'enrichir, voire de bousculer, les réflexions des gestionnaires et managers publics en la matière.